

**Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)  
n°PFC SO- 1296-SM2-SV du 20/02/2025**

relatif à Mise à disposition et maintenance de machines à laver, sèche-linges et produit lessiviel au profit des entités militaires du GSC Rochefort-Cognac (dept. 16 et 17)

établi en application :

- du code de la commande publique<sup>1</sup>
- du cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services<sup>2</sup>.

Code CPV : 51543400-4 – Services d'installation de machines à laver, de machines de nettoyage à sec et de sèche-linge de blanchisserie

Annexes :

- A- clauses incitatives
- B- déclaration individuelle de l'accédant
- C- document Demande de contrôle primaire

---

<sup>1</sup> Ordonnance 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du *code de la commande publique* (NOR ECOM1818593R) et décret 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du *code de la commande publique* (NOR ECOM1818600D), ci-après dénommés « code »

<sup>2</sup> Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du CCAG applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services – NOR ECOM2106868A , ci-après dénommé « CCAG/FCS ». Dans le silence du CCAP les clauses du CCAG s'appliquent.

## SOMMAIRE

<b>ARTICLE 1 – OBJET, FORME ET DUREE, MONTANT .....</b>	<b>3</b>
1.1 - OBJET .....	3
1.2 – FORME .....	3
1.3 – DUREE DE VALIDITE, RECONDUCTIONS ET DEBUT D’EXECUTION .....	3
1.4 – MONTANT .....	3
<b>ARTICLE 2 - DOCUMENTS CONTRACTUELS .....</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 3 – MISE EN PLACE DU MARCHE PUBLIC ET EXECUTION DES PRESTATIONS .....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 4 - SOUS-TRAITANT .....</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 5 –VERIFICATION ET CONSTATATION DE L’EXECUTION - SANCTIONS.....</b>	<b>7</b>
<b>ARTICLE 6 - REGIME DES PRIX.....</b>	<b>8</b>
<b>ARTICLE 7 – AVANCE.....</b>	<b>9</b>
7.1 - CONDITIONS D’OCTROI DE L’AVANCE.....	9
7.2 - TAUX DE L’AVANCE .....	9
7.3 - PAIEMENT DE L’AVANCE .....	9
7.4 - REMBOURSEMENT DE L’AVANCE .....	9
<b>ARTICLE 8 – ACOMPTE .....</b>	<b>9</b>
<b>ARTICLE 9 – MODALITES DE REGLEMENT .....</b>	<b>9</b>
9.1 - FORMALITES NECESSAIRES AU PAIEMENT .....	10
9.2 - DELAI GLOBAL DE PAIEMENT, INTERETS MORATOIRES ET INDEMNITE FORFAITAIRE POUR FRAIS DE RECOUVREMENT ...	11
<b>ARTICLE 10 – DISPOSITIONS RELATIVES AU NANTISSEMENT .....</b>	<b>11</b>
<b>ARTICLE 11 - RETENUE DE GARANTIE FINANCIERE .....</b>	<b>11</b>
<b>ARTICLE 12 - DISPOSITIONS RELATIVES A L’ACCES A UN TERRAIN MILITAIRE - MESURES DE SECURITE – PERSONNELS .....</b>	<b>11</b>
<b>ARTICLE 13 – DROIT DU TRAVAIL .....</b>	<b>13</b>
<b>ARTICLE 14 – ATTESTATION D’ASSURANCE .....</b>	<b>13</b>
<b>ARTICLE 15 – CAS DE RESILIATION ET EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES .....</b>	<b>13</b>
<b>ARTICLE 16 – DISPOSITIONS DIVERSES .....</b>	<b>14</b>
16.1 - TRAITEMENT DE DONNEES A CARACTERE PERSONNEL .....	14
16.2 – DISPOSITIF SOCIAL DU MILITAIRE BLESSE .....	14
<b>ARTICLE 17 - DEROGATION AU CCAG .....</b>	<b>16</b>

## **ARTICLE 1 – OBJET, FORME ET DUREE, MONTANT**

### **1.1 - Objet**

Il s'agit pour le ministère des armées d'acquérir des prestations de services (procédure suivie : appel d'offres ouvert en application des articles R2161-2 à R2161-5 du code en vue de mettre à disposition et d'assurer la maintenance de machines à laver, sèche-linge et produit lessiviel au profit des entités militaires du GSC Rochefort- Cognac (dept. 16 et 17)

**Le descriptif technique exhaustif des attendus figure au CCTP.**

### **1.2 – Forme**

Il s'agit d'un marché public dit « accord-cadre » compte tenu de la technique d'achat utilisée (art. L2125-1.1° et R2162-1 à R2162-6 du code), et « à bons de commande BDC » (art. R2162-13 et R2162-14 du code). Il est mono attributaire.

Le marché n'est pas alloti.

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à l'obtention du résultat défini dans le CCTP.

### **1.3 – Durée de validité, reconductions et début d'exécution**

La validité du marché débute dès sa date de notification, pour une durée qui cumule :

- la période entre les dates de notification et de début d'exécution, celle-ci n'ouvrant pas droit à rémunération (période permettant notamment l'obtention des accès aux sites militaires),
- et une période de 12 mois, qui débutera à compter de la date de début d'exécution, ouvrant droit à rémunération. Cette période pourra annuellement, à la date anniversaire de celle-ci, être reconduite 3 fois dans la limite de 48 mois consécutifs.

La date de début d'exécution est envisagée au **01/06/2025**, elle sera précisée sur l'ATTRI1.

La reconduction est tacite et le titulaire ne peut s'y opposer (art. R2112-4 du code).

L'administration (service acheteur) peut décider de ne pas reconduire le marché public, voire de le reconduire pour une durée inférieure à celle prévue (auquel cas cette « période raccourcie » sera la dernière): le titulaire en est alors averti avant la fin de la période considérée, par courriel avec accusé de réception.

### **1.4 – Montant**

Le montant du projet figure à l'acte d'engagement ATTRI1.

Le montant annuel minimum correspond au montant total HT des prestations récurrentes.

Le montant annuel maximum correspond au montant minimum ci-dessus, auquel est ajouté le montant des prestations éventuelles commandées, sans pouvoir excéder 116 250,00 HT (soit 139 500,00 € TTC).

## **ARTICLE 2 - DOCUMENTS CONTRACTUELS**

Le marché est constitué par les seuls documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement (ATTRI 1) et ses annexes,
- le présent CCAP et ses annexes

- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et son annexe,
- le CCAG/FCS,
- le mémoire technique

Seuls les exemplaires originaux conservés dans les archives de l'Administration (service acheteur) font foi ; aucune autre stipulation conventionnelle (conditions générales du titulaire par exemple) n'est applicable.

### **ARTICLE 3 – MISE EN PLACE DU MARCHE PUBLIC ET EXECUTION DES PRESTATIONS**

#### **Lieu d'exécution :**

Les prestations s'exécutent sur le site suivant :

Ecole d'Enseignement Technique de l'Armée de l'Air et de l'Espace (EETAAE) 722  
Base aérienne 722  
Route de Bordeaux  
17136 Saintes Air

#### **Réunions de lancement :**

Avant tout démarrage des prestations, une réunion de lancement du marché public est organisée par le GSC, qui réunit le titulaire, le chargé de prévention, les bénéficiaires, et le service acheteur.

Seront notamment abordés :

- la relecture commune du marché public,
- les obligations des diverses parties prenantes,
- la présentation des divers interlocuteurs,
- le plan de prévention – voir infra,
- le règlement intérieur et les modalités d'accès ,
- les pièces à fournir avant tout début d'exécution,
- les mesures de sécurité propres aux emprises militaires – voir infra,
- le planning,
- etc.

#### **Plan de prévention :**

Le titulaire déclare avoir pris connaissance des dispositions relatives aux mesures de prévention concernant les prestations de services effectués dans un organisme de la défense par une entreprise extérieure telles qu'elles figurent dans l'arrêté du 19 mai 2020 (NOR ARMH2012463A) pris en application du décret 2012-422 du 29 mars 2012 (NOR: DEFH1203488D) ; il s'engage pour ce qui le concerne à s'y conformer.

Ainsi, dans les 15 jours de la notification et en tout état de cause avant toute intervention, une visite d'inspection de la zone sera effectuée (peut être couplée avec la réunion de lancement) et les documents de prévention (plan de prévention et protocole de sécurité) signés conjointement par le titulaire et le chargé de prévention de l'organisme utilisateur.

#### **Clause de réexamen :**

Cette clause prévoit la possibilité, conformément à l'article R.2194-1 du code de la commande publique, de modifier le marché public en cours d'exécution, et ce, quel que soit le montant desdites modifications.

Les évolutions seront formalisées à chaque modification. Les mises à jour se feront de manière générale par ordre de service notifié au titulaire, et plus accessoirement par acte modificatif signé des 2 parties ; leur date de prise d'effet y sera précisée.

La mise en œuvre des modifications par ordre de service sera subordonnée à la seule décision de l'acheteur. Ces modifications feront l'objet d'une décision écrite signée par l'acheteur et seront notifiées au titulaire du marché par voie électronique via le site de la PLACE dans un délai raisonnable qui tiendra compte de l'objet de la modification.

Si la modification contractuelle a une incidence financière sur le marché, celle-ci sera introduite par acte modificatif.

Il sera procédé à un réexamen (consolidation) du marché par mise à jour des annexes à l'acte d'engagement et au cahier des charges. Les modifications correspondantes dans les facturations et paiements débiteront à la date de prise en compte des modifications précisée dans l'ordre de service ou l'acte modificatif.

#### **Délai :**

Le délai de livraison et d'installation est défini à l'article 4.1 du CCTP. Les délais de dépannage, remplacement et livraison de produit lessiviel seront définis dans l'offre du candidat.

Le service bénéficiaire procédera aux opérations de vérification.

Lorsque le délai contractuel d'exécution est dépassé par le fait du titulaire, celui-ci encourt une pénalité calculée conformément aux dispositions prévues par l'article 5 du présent document.

#### **Modalités d'exécution des prestations récurrentes et délais :**

Les prestations dites récurrentes sont exécutables (doivent démarrer) à la date d'exécution mentionnée sur l'ATTR1 : cette date constitue ainsi le point de départ des délais d'exécution.

Le titulaire veille à ce que les prestations démarrent et s'exécutent dans le respect des délais mentionnés au CCTP, sans qu'il soit besoin pour l'Administration (service acheteur) de les déclencher par quelque acte que ce soit.

Si le titulaire est dans l'impossibilité de satisfaire les prestations dans les délais, il doit en avertir l'Administration (service acheteur) avant expiration du délai.

Cette dernière pourra ou non accorder un *sursis* au vu des éléments présentés, qui suspendrait alors pour un temps l'application des sanctions pour retard.

En tout état de cause aucun sursis ne sera accordé si la demande intervient après l'expiration du délai.

**Nota :** en cas de force majeure, ou de retard du fait de l'Administration (service acheteur ou bénéficiaire), une *prolongation* du délai est automatiquement accordée, à condition que le titulaire signale cet état de fait avant expiration du délai et indique la durée de prolongation demandée.

#### **Modalités d'exécution des prestations éventuelles et délais**

Les prestations éventuelles seront sollicitées sur demande expresse, par le biais de bons de commandes émis<sup>3</sup> par l'acheteur ou son représentant dûment habilité.

**NB :** Pour les prestations non listées au BPU et à réaliser sur devis : une demande de devis sera transmise par courriel par le service bénéficiaire au titulaire précisant la nature des prestations, le type de machine, le volume de produit lessiviel et les locaux. Celui-ci disposera ensuite d'un délai de 5 jours ouvrés à compter de la réception de la demande pour transmettre une offre commerciale au service demandeur. Une fois le devis accepté, un bon de commande sera établi sur la base du devis. Le montant des bons de commande passés sur devis ne pourra pas excéder par période 5% du montant minimum annuel du marché.

Ces bons de commandes seront transmis au titulaire au fur et à mesure des besoins de l'administration, par voie dématérialisée.

Ils pourront être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché public.

---

<sup>3</sup> Le titulaire doit savoir qu'aucune signature, électronique ou autre, n'est requise sur les bons de commande qu'il recevra.

Ils contiendront notamment les renseignements suivants, qui devront être repris pour la facturation :

- la désignation du destinataire de la facture (numéro **SIRET** des services de l'Etat : 11000201100044),
- la désignation du payeur (numéro **SE** : D0410T7033),
- *si marché à bons de commande*, le(s) numéro(s) du(des) bon(s) de commande concerné(s) **ET** sa(leur) date,
- le numéro du contrat (lot) ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture (numéro **EJ**),
- le délai d'exécution exprimé en jours calendaires, en semaines ou en mois,
- la désignation et les références précises des prestations commandées conforme à celles indiquées sur les pièces de prix,
- le prix unitaire et/ou forfaitaire HT, ainsi que la quantité,
- le devis détaillé signé du titulaire pour les prestations commandées hors BPU.

Les prestations sont exécutoires (doivent démarrer) *à compter de la date mentionnée sur le bon de commande ou à défaut dès le lendemain de la notification du bon de commande* : cette date constitue ainsi le point de départ du délai d'exécution (aucun commencement d'exécution n'intervient le jour même de la notification d'un bon de commande).

Le titulaire veille à ce que les prestations démarrent et s'exécutent dans le respect des délais mentionnés au bon de commande.

Si le titulaire est dans l'impossibilité de satisfaire les prestations dans les délais, il doit en avertir l'Administration (service acheteur) avant expiration du délai.

Cette dernière pourra ou non accorder un *sursis* au vu des éléments présentés, qui suspendrait alors pour un temps l'application des sanctions pour retard.

En tout état de cause aucun sursis ne sera accordé si la demande intervient après l'expiration du délai.

**Nota** : en cas de force majeure, ou de retard du fait de l'Administration (service acheteur ou bénéficiaire), une *prolongation* du délai est automatiquement accordée, à condition que le titulaire signale cet état de fait avant expiration du délai et indique la durée de prolongation demandée.

#### **Livrables :**

Le titulaire fournit au GSC un bilan annuel d'activité, qui détaillera :

- le nombre de machines entretenues,
- le nombre de passages effectués de maintenance préventive et curative (récurrence)
- le type de maintenance effectuée préventive et/ou curative,
- le volume de produit lessiviel utilisé par mois

Ce bilan annuel doit être adressé 1 mois après la date anniversaire du début d'exécution.

#### **Modalités de fin de contrat :**

Le titulaire laisse les espaces qui lui auront été confiés en parfait état sans qu'il soit besoin de diligenter une remise en état ; si tel n'est pas le cas, les frais de cette remise en état lui seront imputés (voir infra article EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES).

#### **ARTICLE 4 - SOUS-TRAITANT**

Le titulaire est dans l'obligation de demander à l'Administration (service acheteur) l'acceptation de son(ses) sous-traitant(s) : cette acceptation d'un sous-traitant en cours de marché et l'agrément des conditions de paiement, sont constatés par un acte spécial signé à la fois par

l'Administration (service acheteur) et le titulaire dans les conditions précisées à l'article 3.6 du CCAG/FCS.

**Rappel concernant le paiement direct du sous-traitant :** il est rappelé qu'au terme de l'article L2193-11 du code, toute renonciation au paiement direct est réputée non écrite.

**Nota :** les règles relatives à la confidentialité, à la protection du secret, aux autorisations d'accès et aux habilitations sont applicables au sous-traitant.

## **ARTICLE 5 –VERIFICATION ET CONSTATATION DE L'EXECUTION - SANCTIONS**

### **Contrôles :**

Par dérogation aux articles 27 à 30 du CCAG/FCS, c'est l'établissement bénéficiaire qui procèdera aux opérations de vérification<sup>4</sup> quantitative et qualitative des prestations selon les dispositions du CCTP.

Les prestations non acceptées seront remises en état de recevabilité dans un délai de quinze jours calendaires à compter de la date de notification du refus au titulaire (constat et signalement des défaillances par le biais de la fiche d'incident).

A défaut, des sanctions seront envisagées par l'acheteur qui en avertira le titulaire par courrier. Celui-ci disposera d'un délai de 15 jours pour présenter ses observations éventuelles. Sans réponse du titulaire dans ce délai ou si l'acheteur considère que les observations formulées par le titulaire ne permettent pas de démontrer son irresponsabilité, les sanctions s'appliqueront.

### **Sanctions :**

Par dérogation à l'article 14 du CCAG/FCS, l'article 14.1 du CCAG/FCS n'est pas applicable à ce marché.

Lorsque le délai contractuel est dépassé du fait du titulaire, celui-ci encourt une sanction comme suit :

$$P = V \times R / 50$$

dans laquelle :

P = le montant de la pénalité,

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie de prestations en retard ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable,

R = le nombre de jours calendaires de retard.

- Délai de livraison, de mise en place ou de retrait (pour la fin d'exécution du marché) par machine : 100 €/jour de retard
- Intervention/Maintenance et réparation : 60 €/jour de retard
- Mise en place supplémentaire : 60 €/jour de retard
- Remplacement d'un matériel défectueux : 60€/jour de retard
- Non-respect du mémoire technique : 100 €
- Retard dans la livraison de produits lessiviels : 60€/jour de retard
- Non remise du (es) devis dans les 5 jours ouvrés à compter de la demande transmise par courriel : 10 € par jour de retard
- Défaut de signalement d'une panne : 50 €
- Défaut d'affichage des consignes d'utilisation : 50 €
- Défaut d'information sur le suivi des actions : 10 €/ jour de retard
- Retard dans la fourniture du bilan annuel : 10 € / jour de retard
- Sous-traitance non déclarée : 2 000 € par infraction constatée

---

<sup>4</sup> La constatation de l'exécution doit être saisie par les services en charge de l'admission directement dans l'outil Chorus (formulaire SF) ; aucune signature complémentaire ni aucun document ad hoc n'est nécessaire.

Le montant résultant du calcul des sanctions sera retenu sur la facture suivante, voire sur les factures ultérieures si un échelonnement est nécessaire.  
Cette sanction financière peut venir en sus du non-paiement des prestations non réalisées.

## **ARTICLE 6 - REGIME DES PRIX**

Le prix de base des prestations est le prix forfaitaire et unitaire hors taxe indiqué sur le bordereau des prix annexé à l'acte d'engagement ; l'unité monétaire est l'euro.

Les prix indiqués par le titulaire s'entendent :

- établis aux conditions économiques de la date limite de remise des offres (soit le **date réelle sera complétée avant notification**)
- forfaitaires pour les prestations programmées
- unitaires pour les prestations à bons de commandes
- hors taxes et TTC<sup>5</sup>.
- révisibles annuellement selon une formule paramétrique, en application de l'article R2112-13.2° du code – voir formule infra

### **Formule de révision :**

#### **Pour la location- maintenance :**

$$P = P_o \left( 0,15 + 0,85 \frac{ICHTrev - TS}{ICHTrev - TSo} \right)$$

dans laquelle :

**P** est le prix révisé hors taxe,

**P<sub>o</sub>** est le prix initial hors taxe,

**ICHTrev-TS** est l'indice INSEE Coût horaire du travail révisé tous salariés (industries mécaniques et électriques) - identifiant : 001565183

#### **Pour le produit lessiviel :**

$$P = P_o \left( 0,15 + 0,85 \frac{CPF}{CPF_o} \right)$$

dans laquelle :

**P** est le prix révisé hors taxe,

**P<sub>o</sub>** est le prix initial hors taxe,

**CPF** est l'indice INSEE CPF 20.41 savon, détergents et produits d'entretien- identifiant 010764147

Les numérateurs représentent les dernières valeurs définitives connues des indices à la date de révision des prix.

Les dénominateurs « o » représentent les valeurs initiales des indices à la date d'établissement des prix.

Le coefficient de révision obtenu par la formule est arrondi au millième supérieur.

Les prix sont établis avec deux décimales, suivant les règles de l'arrondi au centime supérieur ou inférieur le plus proche.

---

<sup>5</sup> Le taux de TVA sera celui applicable à la date d'établissement des factures ; la variation du taux de la TVA pendant l'exécution du marché public sera appliquée sans qu'il soit besoin de passer un acte modificatif.



Les valeurs des indices sont celles publiées par l'INSEE.

La révision s'effectue annuellement, à compter de la 1<sup>ère</sup> reconduction (à partir du treizième mois suivant la date du début d'exécution).

**Il revient au titulaire de soumettre par mail à l'Administration (service acheteur : [pfc-sud-ouest-bap-sm2.contact.fct@intradef.gouv.fr](mailto:pfc-sud-ouest-bap-sm2.contact.fct@intradef.gouv.fr)) les nouveaux prix ainsi révisés, dans les 2 mois suivant la date anniversaire du marché (à peine de forclusion).** A l'appui de sa proposition de prix révisés, le titulaire transmettra la formule et les indices utilisés.

Une fois agréés ou corrigés si besoin par l'Administration (service acheteur), ces prix révisés feront foi pour l'année concernée.

## **ARTICLE 7 – AVANCE**

### **7.1 - Conditions d'octroi de l'avance**

Conformément à l'article R2191-15 du code, si le montant de la période considérée du marché public est supérieur à 50.000 euros HT, le titulaire reçoit une avance, calculée en application du code, à la notification du marché public puis à l'occasion de chaque reconduction - sauf s'il a déclaré expressément vouloir y renoncer sur l'acte d'engagement.

### **7.2 - Taux de l'avance**

L'option A de l'article 11.1 du CCAG/FCS est retenue.

Lorsque le titulaire ou le sous-traitant est une petite ou moyenne entreprise au sens du code, le taux de l'avance mentionné à l'article R. 2191-10 est fixé à 30 %. Lorsque le titulaire ou le sous-traitant n'est pas une petite ou moyenne entreprise au sens du code, le taux de l'avance est fixé à 5%.

### **7.3 - Paiement de l'avance**

Cette avance sera payée sans formalité dans un délai de 30 jours à compter de la notification de l'acte qui emporte commencement d'exécution du marché voire de la reconduction le cas échéant, ou à défaut à partir de la date de notification du marché public voire de la reconduction le cas échéant.

### **7.4 - Remboursement de l'avance**

Le remboursement de l'avance s'effectue conformément aux dispositions des articles R2191-11 à R2191-19 du code ; ainsi les dispositions particulières s'appliquent en cas de marché public reconductible, de marchés à tranches ou d'accord-cadre à bons de commande le cas échéant.

## **ARTICLE 8 – ACOMPTES**

Ce marché public n'ouvre pas droit à versement d'acompte.

## **ARTICLE 9 – MODALITES DE REGLEMENT**

Le régime des paiements est conforme aux dispositions du chapitre I *Exécution financière* du titre IX du livre I de la deuxième partie du code.

## **9.1 - Formalités nécessaires au paiement**

L'ensemble des prestations récurrentes (forfaitaires), réalisées au cours du mois écoulé, est regroupé au sein d'une facture mensuelle unique.

Les prestations à la demande font l'objet d'une facture unique correspondant à chaque bon de commande émis.

Nota: les factures partielles ne seront acceptées qu'après accord préalable de l'Administration (service acheteur).

Toutes les factures entre l'Etat et ses titulaires sont dématérialisées (art. L2192-1 et s. du code). Aussi, **le titulaire doit envoyer ses factures en version dématérialisée sur le portail public de dématérialisation<sup>6</sup> <https://chorus-pro.gouv.fr>**

Pour ce faire, il doit créer un compte sur ce portail ; la PFC-SO (adresse de facturation : PFC SO – Division Finances – Caserne Nansouty- 223 rue de Bègles – CS 21152 – 33068 Bordeaux Cedex) propose en cas de besoin une assistance au démarrage pour une facturation dématérialisée à l'adresse suivante : [pfc-so.liquid-facture.fct@intradef.gouv.fr](mailto:pfc-so.liquid-facture.fct@intradef.gouv.fr) .

Conformément à l'article D2192-2 du code, la facture doit **impérativement** comporter les renseignements suivants :

- la date d'émission de la facture,
- la désignation de l'émetteur (identification du titulaire : numéro SIRET)
- la domiciliation du titulaire<sup>7</sup> (BIC/IBAN),
- la désignation du destinataire de la facture (numéro **SIRET des services de l'Etat : 11000201100044**)
- la désignation du payeur (**numéro SE : D0410T7033**)
- le(s) numéro(s) du(des) bon(s) de commande concerné(s) ET sa(leur) date ***ET le cas échéant***, le devis initial joint,
- le numéro du contrat (lot) ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture **(numéro EJ : \*\*\* sera complété avant notification)**
- la date d'exécution des services (dates d'exécution des prestations facturées)
- dénomination des prestations réalisées conforme à celle indiquée sur les pièces de prix,
- la quantité des prestations réalisées,
- le prix forfaitaire HT pour les prestations programmées,
- le prix unitaire HT, ainsi que la quantité pour les prestations commandées,
- le montant total de la facture, le montant total HT et le montant de la TVA
- le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

**La facture doit être parfaitement renseignée, notamment des n° EJ et SE = toute facture mal renseignée sera renvoyée au titulaire, ce qui suspendra le délai global de paiement.**

La suspension du délai de paiement s'effectue selon les règles décrites aux articles R2192-27 à R2192-30 du code.

Pour toutes questions ou pour tous litiges relatifs à la facturation, passer par le compte ouvert sur  
<https://chorus-pro.gouv.fr>

<sup>6</sup> L'utilisation du portail public de facturation (« CHORUS pro ») est exclusive de tout autre mode de transmission : une facture transmise en dehors de ce portail sera rejetée, dès lors que le titulaire préalablement informé ne se sera pas conformé à cette obligation en renvoyant sa facture sur ce portail.

<sup>7</sup> Si les références bancaires sont différentes de celles initialement indiquées sur le présent marché, le titulaire est tenu de fournir le nouveau BIC/IBAN.

## **9.2 - Délai global de paiement, intérêts moratoires et indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement**

Le règlement des sommes dues s'effectue par virement.

Le paiement doit intervenir dans les trente (30) jours suivant la date de réception de la demande de paiement par l'ordonnateur secondaire, ou de la date à laquelle le service fait est constaté, si cette date est postérieure.

Le défaut de paiement dans le délai de trente jours fait courir de plein droit et sans autre formalité, au bénéfice du titulaire, des intérêts moratoires. Ceux-ci sont calculés selon le taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points de pourcentage.

Le défaut de paiement dans le délai de 30 jours ouvre également droit, au bénéfice du titulaire, au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, d'un montant de 40 euros.

## **ARTICLE 10 – DISPOSITIONS RELATIVES AU NANTISSEMENT**

Le présent marché peut être affecté en nantissement (art. L2191-8 et R2191-51 en cas de bons de commande).

Si, postérieurement à la notification du marché, le titulaire envisage de *confier des prestations autres que celles dont le marché prévoit la sous-traitance* à des sous-traitants bénéficiant du paiement direct, il doit établir que la cession ou le nantissement de créance résultant du marché ne fait pas obstacle au paiement direct des sous-traitants.

## **ARTICLE 11 - RETENUE DE GARANTIE FINANCIERE**

Le titulaire n'est soumis ni à retenue de garantie, ni à garantie à première demande, ni à caution personnelle et solidaire du mois.

## **ARTICLE 12 - DISPOSITIONS RELATIVES A L'ACCES A UN TERRAIN MILITAIRE - MESURES DE SECURITE – PERSONNELS**

### **Dispositions générales :**

Le site sur lequel les prestations sont effectuées constitue un terrain militaire, affecté à l'autorité militaire ou placé sous son contrôle.

Aussi, le titulaire :

- reconnaît avoir pris connaissance des dispositions du code pénal relatives au terrain militaire, et notamment ses articles 413-5, 413-8 et R. 644-1 ;
- doit se conformer aux dispositions de l'article 5 du CCAG/FCS.

Seuls peuvent accéder au site les personnels ayant fait l'objet d'une *autorisation d'accès*, transmise par écrit au titulaire par l'Administration. Cette autorisation requiert le respect des mesures mentionnées au paragraphe infra MISE EN ŒUVRE – OBTENTION D'AUTORISATION D'ACCES.

### **Informations des personnels concernés :**

Le titulaire s'engage à informer ses personnels affectés aux prestations et ayant besoin d'accéder aux terrains militaires susvisés :

- qu'ils sont susceptibles, conformément à l'art. R.1332-22-1 du code de la sécurité intérieure défense, de faire l'objet d'une enquête administrative destinée à vérifier qu'aucun fait les concernant ne soit incompatible avec l'accès envisagé; ces faits pouvant donner lieu à consultation des traitements automatisés des données personnelles mentionnées à l'art. 230-6 du code de procédure pénale, y compris les données portant sur les procédures judiciaires en cours ;
- qu'ils devront se conformer strictement au règlement intérieur (notamment port du badge apparent obligatoire sur le terrain militaire), aux règles de sécurité et de contrôle en vigueur dans l'établissement dans lequel sont exécutées les prestations (notamment présentation d'une pièce d'identité à l'entrée des sites), et n'accéder qu'aux seuls locaux et installations concernés par le marché public.

### **Mise en œuvre – obtention d'autorisation d'accès :**

Les éléments suivants concernant les personnels doivent être transmis au(x) point(s) de contact ci-dessous :

- référence du marché public sur lequel le personnel effectue les prestations ;
- nom de l'employeur (⇔ titulaire du marché public) ;
- coordonnées du correspondant sécurité du titulaire (nom, courriel, téléphone) ;
- nom et prénom de la personne soumise à autorisation d'accès ;
- date et lieu de naissance de la personne soumise à autorisation d'accès ;
- nationalité de la personne soumise à autorisation d'accès ;
- copie scannée couleur recto/verso du passeport ou de la carte nationale d'identité ou du permis de séjour de la personne soumise à autorisation d'accès (la pièce doit être en cours de validité) ;
- domicile actuel de la personne soumise à autorisation d'accès ;
- profession ou fonction de la personne soumise à autorisation d'accès ;
- deux exemplaires du formulaire CONFIDENTIEL PERSONNEL - DEMANDE DE CON
- TROLE PRIMAIRE joint en annexe intégralement rempli par la personne soumise à autorisation d'accès : un exemplaire du document complété en conservant sa version exécutable + une copie scannée (exemplaire PDF).

***Nota : il est recommandé au titulaire de demander l'autorisation d'accès pour plusieurs personnels, afin de pallier un éventuel non agrément, des congés ou autres absences, et éviter ainsi un arrêt ou un retard d'exécution des prestations.***

Le titulaire transmet ces éléments au(x) point(s) de contact ci-dessous pour les personnels qui effectivement interviendront sur site, au minimum 60 jours avant leur premier accès au site.

Le titulaire s'engage à ne présenter sur le site que des personnels appartenant à son entreprise ou à un sous-traitant, qui auront préalablement fait l'objet d'une autorisation d'accès conformément aux dispositions générales supra.

A ce titre, le titulaire remet au(x) point(s) de contact ci-dessous les *déclarations individuelles (modèle joint en annexe)* des personnels intervenant pour son compte avant tout accès du personnel concerné au lieu d'exécution des prestations.

### **Demande de renouvellement d'une autorisation d'accès :**

L'autorisation d'accès des personnels, notifiée au titulaire par le point de contact ci-dessous, est délivrée pour une durée de 3 ans : **il appartient au titulaire d'initier les démarches de demande de renouvellement de ces autorisations d'accès pour ses personnels.**

Les démarches (mentionnées au paragraphe infra MISE EN ŒUVRE – OBTENTION D'AUTORISATION D'ACCES) sont à initier 3 mois avant l'échéance de l'autorisation en cours.

### **Récusation du personnel accédant par l'Administration :**

Pendant toute la durée d'exécution du marché public, l'Administration se réserve le droit de récuser avec effet immédiat ceux des personnels du titulaire qui s'avèreraient inadaptés (à quelque titre que ce soit) à l'exécution de la prestation.

Le titulaire doit alors procéder au remplacement des personnels récusés dans un délai de **48 heures**. Il ne peut prétendre ni à prolongation du délai d'exécution, ni à indemnité, ni à supplément de prix.

Le titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables, et reste responsable du respect de celles-ci.

### **Point de contact**

**Pour tous envois ou tous renseignements relatifs aux enquêtes administratives en vue d'obtenir une autorisation d'accès (*aucun renseignement ne sera fourni s'il manque les références suivantes : n° et objet du marché public, identification de la société*) les demandes se feront auprès du BCSP de la BA722 :**

[ba722-bcsp.chef-bureau.fct@intradef.gouv.fr](mailto:ba722-bcsp.chef-bureau.fct@intradef.gouv.fr)

## **ARTICLE 13 – DROIT DU TRAVAIL**

Le titulaire du marché remet à l'Administration (service acheteur<sup>8</sup>), tous les six mois jusqu'à la fin d'exécution du marché public, les documents suivants :

- une attestation de **fourniture des déclarations sociales** et de **paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale**, prévue à l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale, émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions sociales incombant au cocontractant, et datant de moins de six mois (*attestation de vigilance*) ;
- **un des documents mentionnés à l'article D.8222-5-2° du code du travail** (un extrait K bis par exemple), s'il est tenu de s'immatriculer au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers, ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée ;
- la **liste nominative des salariés étrangers soumis à autorisation de travail**, le cas échéant.

## **ARTICLE 14 – ATTESTATION D'ASSURANCE**

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'Administration (service acheteur) et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier, avant tout début d'exécution et au maximum dans les quinze jours suivant la notification, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances (attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie).

A tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'Administration (service acheteur) et dans les délais qui lui seront impartis.

## **ARTICLE 15 – CAS DE RESILIATION ET EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES**

L'Administration (service acheteur) peut résilier le marché public dans les **conditions prévues au chapitre 7 du CCAG/FCS** (sont notamment visés les cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire).

---

<sup>8</sup> Sur [pfc-sud-ouest-dap.charge-doc.fct@intradef.gouv.fr](mailto:pfc-sud-ouest-dap.charge-doc.fct@intradef.gouv.fr)

Par dérogation à l'article 42 du CCAG/FCS, le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnisation en cas de résiliation pour motif d'intérêt général.

L'attention du titulaire est notamment attirée sur le fait que l'Administration (service acheteur) peut faire exécuter les prestations prévues au marché aux frais et risques du titulaire, conformément à l'article 45 du CCAG/FCS, en cas de résiliation prononcée à ses torts ou en cas d'inexécution d'une prestation qui, par nature, ne peut souffrir aucun retard.

S'il n'est pas possible à l'Administration (service acheteur) de se procurer, dans des conditions qui lui conviennent, des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue au marché, elle peut y substituer des prestations équivalentes.

Le titulaire du marché n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement, à l'exécution des prestations réalisées à ses frais et risques.

L'augmentation des dépenses par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations réalisées à ses frais et risques, est à sa charge. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

## **ARTICLE 16 – DISPOSITIONS DIVERSES**

### **16.1 - Traitement de données à caractère personnel**

Pour l'exécution du marché public, le titulaire (et le cas échéant ses sous-traitants) est(sont) tenu(s) au respect de la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel, et notamment le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la *protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données*, abrogeant la directive 95/46/CE (RGPD *règlement général sur la protection des données*) et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Le responsable de traitement au sens du RGPD est l'acheteur, le sous-traitant est le titulaire du marché public.

### **16.2 – Dispositif social du militaire blessé<sup>9</sup>**

Un dispositif social est prévu dans le cadre de l'exécution du présent marché, il s'agit du dispositif du militaire blessé.

Ce dispositif permet à un militaire blessé, suivi par Défense mobilité, de découvrir un métier, un secteur d'activité, le monde de l'entreprise, confirmer ou infirmer un projet professionnel, en réalisant un stage dans l'entreprise titulaire du marché.

Le titulaire met en œuvre les mesures nécessaires afin d'assurer l'accueil en stage non rémunéré d'un ou plusieurs militaires blessés, identifiés par Défense mobilité, pour une durée allant de plusieurs jours à trois mois. Ce stage ne peut se dérouler que pendant la durée d'exécution du marché.

Il n'y a pas d'obligation pour le titulaire de former ou de recruter le stagiaire. Néanmoins, à la fin du stage, le titulaire peut proposer une formation ou un recrutement au militaire qu'il a accompagné.

#### **Publics éligibles**

Ce dispositif concerne les militaires accompagnés par Défense mobilité touchés par une blessure physique ou psychique.

---

<sup>9</sup> Ce dispositif est applicable au présent marché public et le cas échéant aux marchés subséquents et bons de commandes conclus sur son fondement.

### Modalités de mise en œuvre du dispositif social

A la demande de Défense mobilité, lorsqu'un militaire blessé est intéressé par un des domaines d'activité proposés par le titulaire, le dispositif est mis en œuvre par le titulaire selon l'une ou plusieurs des modalités suivantes :

- une proposition de stage directement par l'entreprise titulaire ;
- une proposition de stage de l'un des membres du groupement en cas de groupement d'opérateurs économiques ;
- une proposition de stage d'un sous-traitant en cas de recours à la sous-traitance dans le cadre de l'exécution du marché.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, le mandataire du groupement est l'interlocuteur unique de l'acheteur pour le suivi d'exécution du dispositif.

En cas de sous-traitance, le titulaire est l'interlocuteur unique de l'acheteur pour le suivi d'exécution du dispositif.

Le titulaire s'engage à communiquer à l'acheteur dans les trente (30) jours suivant la notification du marché, ou à l'issue de la réunion de lancement du marché si celle-ci n'est pas organisée dans les trente (30) jours suivant la notification du marché, les éléments suivants :

- les domaines d'activités qu'il propose pour la réalisation d'un stage ;
- la localisation des sites concernés par l'exécution du marché (département et commune en France) ;
- leur accessibilité en transport en commun (oui / non) ;
- les coordonnées du référent entreprise qui est l'interlocuteur de l'Administration (acheteur et Défense mobilité) et qui sera chargé du suivi du dispositif.

L'acheteur transmet ensuite ces éléments accompagnés des informations suivantes à Défense mobilité :

- Numéro du marché ;
- Date de notification ;
- Durée et date d'échéance.

Lorsqu'un militaire blessé est intéressé par l'un des domaines d'activités proposé par le titulaire, Défense mobilité prend contact avec le correspondant du titulaire. Commence alors un dialogue entre le titulaire, Défense mobilité et le militaire blessé afin de convenir des modalités de réalisation du stage.

Une fois la fiche de stage validée, une convention de stage est renseignée et signée par l'ensemble des parties prenantes (le militaire blessé, le titulaire et Défense mobilité).

Conformément aux termes de cette convention, le référent entreprise accueille le stagiaire en immersion complète dans ses locaux ou sur le lieu d'exécution des prestations définies au marché. Il accompagne le stagiaire dans le cadre des missions qui lui sont confiées, s'assure du bon déroulement du stage et en assure le suivi auprès de Défense mobilité.

Le stagiaire n'est pas gratifié par l'entreprise. Néanmoins, cette dernière peut mettre à disposition du stagiaire des tickets restaurant voire lui attribuer des aides aux transports.

### Intervention de Défense mobilité

Défense mobilité est un service du ministère des Armées en charge de la reconversion. A ce titre, il accompagne chaque année vers l'emploi plus de 14 000 militaires et civils des armées en transition professionnelle ainsi que les conjoints des ressortissants des armées et de la gendarmerie nationale. Dans ce cadre, il accompagne également les militaires blessés qui souhaitent élaborer un nouveau projet professionnel.

Dans le cadre de l'exécution du présent marché, Défense mobilité a notamment pour missions :

- d'accompagner le titulaire :
  - dans l'expression des offres de stage au regard des caractéristiques de l'entreprise ;
  - de lui proposer les modalités les plus appropriées de mise en œuvre de cette disposition sociale ;
  - d'identifier et de lui proposer les profils du ou des militaires intéressés par les domaines d'activités proposés par le titulaire ;
  - de s'assurer de la bonne exécution du stage conformément à la convention signée ;
- d'informer l'acheteur :

- lors de la signature d'une convention de stage ;
- de lui rendre compte de toute difficulté rencontrée ;
- de lui adresser un bilan annuel qualitatif de ces stages. Ce bilan est également transmis au titulaire.

#### Difficultés dans l'exécution du dispositif du militaire blessé

Le titulaire notifie à l'acheteur toute difficulté pour assurer l'accueil d'un militaire blessé en apportant les éléments justificatifs.

En cas de difficultés pour accueillir un militaire blessé, il en informe l'acheteur et Défense mobilité.

En cas de difficultés lors de la réalisation du stage, le titulaire informe son correspondant Défense mobilité dans les plus brefs délais afin qu'ils étudient ensemble les moyens à mettre en œuvre pour atteindre les objectifs fixés dans la convention de stage.

Si à l'échéance du marché, Défense mobilité n'a pas pris contact avec le titulaire, ce dernier est libéré de son engagement.

### **ARTICLE 17 - DEROGATION AU CCAG**

L'article **3** du présent marché relatif **au délai d'exécution** déroge à l'article **13.1.2** du CCAG/FCS sur le point suivant : si aucun délai n'est mentionné au bon de commande le point de départ du délai d'exécution du bon de commande est le lendemain de la date de sa notification.

L'article **5** du présent marché relatif aux opérations de vérifications déroge aux articles **27 à 30** du CCAG/FCS sur le point suivant : les vérifications sont effectuées par l'établissement bénéficiaire.

L'article **5** du présent marché relatif **aux pénalités de retard** déroge à l'article **14** du CCAG/FCS sur le point suivant : l'article 14.1 du CCAG/FCS n'est pas applicable à ce marché.

L'article **15** du présent marché relatif **à la résiliation** déroge à l'article **42** du CCAG/FCS sur le point suivant : aucune indemnité n'est accordée au titulaire en cas de résiliation pour motif d'intérêt général.

Par ailleurs à l'article 43.2.2.4 du CCAG/FCS au lieu de lire « Si la résiliation est prise en application de l'article **41** » il convient de lire « Si la résiliation est prise en application de l'article **42** » et à l'article 43.3.1 au lieu de lire « le cas échéant, le supplément des dépenses résultant de la passation d'un marché aux frais et risques du titulaire dans les conditions fixées à l'article **44** » il convient de lire « le cas échéant, le supplément des dépenses résultant de la passation d'un marché aux frais et risques du titulaire dans les conditions fixées à l'article **45** ».